

Jean-Paul LECOQ

Député de Seine-Maritime

12, rue Michel Gautier

76600 LE HAVRE

Jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr

Madame Vanina NICOLI
Sous-préfète du Havre
95 boulevard de Strasbourg
76600 Le Havre

Le Havre, le 13 septembre 2021.

Objet : Projet de PSE et conflit social, usine OMNOVA SYNTHOMER de Sandouville

Madame la Sous-préfète,

Depuis vendredi 3 septembre, un mouvement de grève des salariés de l'usine Synthomer, ex-Omnova, de Sandouville près du Havre, spécialisée dans la fabrication de polymères synthétiques, illustre malheureusement une nouvelle fois les fortes inquiétudes accompagnant l'application du projet stratégique de ce groupe en France.

En effet, depuis le rachat d'Omnova par le groupe britannique Synthomer en juillet 2020, l'usine de Sandouville est concernée par un plan de transformation accompagné d'une délocalisation des fonctions supports (finances, comptabilité, service clients) et de recherche/développement. Le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) présenté par la direction en avril, prévoyait sur ce volet, 37 départs contraints : 22 sur le site de Villejust dans l'Essonne, siège social de l'entreprise, et 14 sur l'usine de Sandouville.

Le PSE vise également à intégrer une refonte des organisations de travail dans les services en charge de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement (HSE), technique et procédés, maintenance et production. 117 emplois sont concernés par des suppressions ou des modifications, sur les 225 existants.

Visiblement fermée à tout dialogue social, la direction a refusé de participer à des réunions avec les représentants du personnel, laissant les salariés et leurs familles en proie avec une forte anxiété, alimentant bien naturellement leur colère.

Etant inquiet face à ce climat délétère imputable à la direction, mais aussi sur les conséquences industrielles désastreuses que pourrait engendrer ce plan social si l'on devait s'en tenir aux objectifs annoncés par ce groupe, je sollicite une intervention immédiate des services de l'Etat.

Situation d'autant plus préoccupante et urgente à apaiser qu'elle touche un site SEVESO seuil haut.

A l'heure où la réindustrialisation du pays et la relocalisation des productions sont annoncées dans les objectifs du gouvernement, je suis convaincu que l'Etat ne peut rester silencieux face aux menaces de suppression massive d'emplois sur un site Français qui se porte parfaitement bien sur le plan économique.

Compte tenu des enjeux industriels et humains de cette situation pour notre territoire mais surtout pour les principaux intéressés dont l'emploi est en cause, je sollicite de votre part l'organisation d'une table ronde en Sous-préfecture associant :

- les représentants du personnel
- la direction de l'usine
- le Maire de Sandouville
- les représentants de la Région, du Conseil Départemental, de la Communauté Urbaine s'ils le souhaitent
- la CCI
- et bien entendu ma collègue députée Stéphanie Kerbarh dont la circonscription s'étend comme la mienne sur la zone industrielle.

Cette initiative permettrait de contribuer à renouer le dialogue social au sein de l'entreprise, tout en délivrant un signal fort à la direction du groupe sur l'attachement de notre bassin industriel au maintien de cette entreprise, de ses unités de production et de recherche développement, et de tous ses emplois.

Persuadé de pouvoir compter sur votre intervention, et restant à votre écoute pour tout complément,

Dans ces attentes, je vous prie de croire, Madame la Sous-préfète, en l'expression de mes sincères salutations.



Jean-Paul LECOQ